



HORS CONTRAT : UN LABORATOIRE

Elles veulent conjurer les défaillances de l'Éducation nationale et proposent de nouvelles pédagogies. Au plus près de la réalité des élèves, les 1 400 écoles hors contrat de l'Hexagone rivalisent d'audace et de créativité. Pour la nouvelle équipe de la Rue de Grenelle, elles peuvent constituer un laboratoire. Plongée dans la galaxie de ces lieux d'apprentissage qui dessinent un nouvel état d'esprit.

PAR GUYONNE DE MONTJOU

Quelques mots suffisent à les identifier : Montessori, Steiner-Waldorf, Freinet, écoles, autogérées, bilingues, « tradi », islamiques, talmudiques, écoles pour enfants dyslexiques, sportifs, autistes ou précoces... Pourtant, la galaxie des écoles hors contrat est plus large que ces appellations. Il y en a autant que d'hommes ou de femmes volontaires qui ont décidé de les faire naître. Sur les 8 millions d'enfants âgés de 6 à 16 ans et soumis à l'obligation scolaire en France, seuls 57 000 (soit 0,5 %) sont instruits dans les écoles hors contrat. Ce petit score ne dit rien du poids symbolique que ces établissements alternatifs endossent. Ils font office de laboratoire, de vivier pour les éducateurs. En proposant des horaires aménagés, des enseignements à partir de méthodes pédagogiques innovantes, en gardant la main sur le recrutement de leur corps enseignant, ces lieux d'apprentissage permettent l'émergence d'une réalité éducative que l'enseignement public feint d'ignorer. « Le principe de nos écoles est l'autonomie du directeur et du recrutement, explique Eric Mestrallat, fondateur d'Espé-



L'école indépendante Mère-Teresa, à Chevrières (Oise), dans les Hauts-de-France. Ici, la classe des petits où l'on pratique la méthode Montessori.

THOMAS GOISQUE/LE FIGARO MAGAZINE

qu'elles pouvaient garder à La Plume. Sur les 1 400 structures hors contrat existantes, seuls 300 sont des établissements confessionnels : un peu plus de 200 sont catholiques, une cinquantaine hébraïques, une quarantaine musulmans et une quarantaine protestants. Certains rares établissements, comme Fanjeaux, sont attachés à une congrégation religieuse, en l'occurrence l'ordre des Dominicaines du Saint-Nom-de-Jésus qui œuvrent dans 12 établissements scolaires en France. Le poste de dépense principal, d'ordinaire occupé par la rémunération des professeurs, est là réduit à la portion congrue puisque ce sont les religieuses, bénévoles, qui dispensent les cours. « Les parents paient entre 1 500 et 3 000 € par an pour une scolarité complète en pensionnat, explique la sœur trésorière de la congrégation. Nous ne cherchons pas à faire des bénéficiaires mais à

"LA FAMILLE, PREMIÈRE ÉDUCATRICE DE L'ENFANT"

loquace : « On m'a raconté comment un matin, 12 inspecteurs ont débarqué sans prévenir dans une école hors contrat. Pendant que deux bloquaient le proviseur dans son bureau, les autres passaient dans les classes sans dire ni bonjour ni merci, fouillaient les affaires, interrogeaient les enfants à la sauvette, dès que les professeurs avaient le dos tourné. Dans certains cas, on devine que les consignes viennent directement du ministère. » Najat Vallaud-Belkacem a laissé un souvenir : « Elle a commencé par lancer, suite aux attentats islamistes, des inspections dans les écoles musulmanes puis s'est ensuite acharnée sur les écoles catholiques... »

« Nous n'avons pas encore déterminé la date de notre rentrée. Peut-être début octobre, avance, d'un ton incertain, le directeur de La Plume, école de la banlieue lyonnaise qui prévoit d'accueillir une cinquantaine d'élèves du CP au CM2, pour la plupart de confession musulmane. Nous attendons encore les autorisations pour la mise aux normes de nos locaux. » A la tête de cette petite école Montessori, il propose un enseignement qui inclut une dizaine d'heures d'arabe par semaine. « Nous avons eu trois inspections en trois ans », note-t-il. En attendant le verdict des autorités, les élèves restent à la maison. Par défaut, ils pourront toujours rejoindre une structure publique. Dès lors, les filles devront retirer le voile

garder nos comptes à l'équilibre. »

La directrice de Georges-Gusdorf, elle, a toutes les peines du monde à boucler ses fins de mois. Pourtant les parents de cette petite école du XV^e arrondissement réservée aux enfants précoces s'acquittent de 8 000 € de frais de scolarité chaque année. Adhérant au projet pédagogique qui leur garantit des classes de moins de 20 élèves et un soin adapté à ce profil spécifique d'enfant, les parents misent sur des enseignements complémentaires l'après-midi : histoire de l'art, programmation informatique ou philosophie dès le CP. « Et pourtant, nos professeurs sont moins bien payés que s'ils faisaient partie de l'Education nationale, explique Nelly Dussausse, la directrice. Nous refusons de couler nos élèves dans le moule d'une pédagogie de masse. Sans aucune aide de l'Etat, cela représente un coût certain. » La liberté pédagogique et du recrutement des professeurs n'a pas de prix pour ces militants de l'école libre. « Le véritable progrès consisterait à augmenter le nombre et la qualité des évaluations intermédiaires, analyse Anne Coffinier. Il serait judicieux de créer des standards minimalistes mais rigoureux, tout au long du parcours scolaire de l'enfant, sur les connaissances fondamentales. Je suis persuadée, conclut-elle, que l'excellence académique est le meilleur rempart contre l'obscurantisme. » Notons que l'équipe du nouveau ministre regarde avec une vive curiosité le modèle pédagogique – à la fois académique, éducatif et surtout intégratif – d'Espérance banlieues qui, tout en restant aconfessionnel et républicain, offre un cadre à des enfants de quartiers défavorisés propice à l'acquisition des connaissances. L'Education nationale serait-elle enfin décidée à quitter sa posture idéologique ?

■ GUYONNE DE MONTJOU